**CONFERENCE KLIMA**

**Restitution de l’Etude ‘Klima-Neutral 2050’**

Allocution de

**L’Honorable Kavydass Ramano**

**Ministre de l’Environnement, de la Gestion des déchets solides et du Changement climatique**

**Caudan Art Centre**

Mercredi 5 février 2020

* Monsieur Pierre Guy Noel, CEO du Groupe MCB
* Monsieur Alain Law Min, CEO de la MCB Ltd
* Monsieur Raoul Gufflet, CEO Adjoint de la MCB Ltd
* Monsieur Arnaud Florentin, Directeur du cabinet d’expert Utopies
* Monsieur François Gemenne, Expert en Géopolitique de l’Environnement
* Distingués invites
* Tout protocole observé
* Mesdames et messieurs

Je me réjouis d’être des vôtres ce matin dans le cadre de cette conférence « Klima » et plus particulièrement pour la restitution de l’étude « Klima-Neutral 2050 ». Je tiens à féliciter la *Mauritius Commercial Bank* pour cette fort louable initiative qui s’insère dans le cadre de sa stratégie visant à promouvoir les concepts de développement durable à travers le programme *« Success Beyond Numbers »*.

Je remercie également la MCB pour sa contribution sans faille dans les initiatives visant à encourager la protection de notre environnement et la promotion du développement durable. Cette contribution ne date pas d’hier et elle ne fait que s’accroitre avec le temps. La MCB est d’ailleurs une entreprise pionnières en matière de la promotion du développement durable à Maurice. Que ce soit en terme d’investissements dans l’infrastructure, la mise en place d’un mécanisme de financement vert, le partenariat avec la *Mauritian Wildlife Foundation* pour la protection de la biodiversité, ou à travers des initiatives comme ‘*Make a Wish’* et ‘*Science Quest’* qui visent à sensibiliser la jeunesse à la protection de l’Environnement, des initiatives innovantes se sont succédés durant ces dernières années. J’apprends que votre engagement va au-delà de ces initiatives. La MCB a même mis en place une stratégie pour minimiser *l’empreinte carbone* de ces activités quotidiennes. De plus, vos bureaux de St Jean, par exemple, est une référence en matière d’infrastructure verte et fait la fierté de notre pays dans la région.

L’engagement de la MCB dans la promotion du développement durable à Maurice est aussi un exemple concret du partenariat qui peut exister entre le secteur public et privé. J’espère que ce partenariat puisse se développer encore plus dans les années à venir.

Mesdames et messieurs,

J’ai cru comprendre que cette conférence *Klima* sera animée autour de deux thématiques, notamment la transition énergétique dans une perspective d’une croissance zéro carbone et la préservation des ressources naturelles. Ce sont deux thèmes très pertinents et opportuns pour le pays. D’autant plus que nous sommes dans une période charnière où les défis environnementaux sont de plus en plus nombreux et des actions urgentes s’imposent.

Je suis d’avis que toute action efficace au niveau national demande une approche consultative et participative. Tous les acteurs économiques du secteur public et privé doivent pouvoir contribuer à l’effort de transition écologique et énergétique. C’est pour cela que cette initiative d’ouvrir le débat avec divers partenaires et décideurs économiques est fort louable. Je voudrais d’ailleurs inviter d’autres partenaires du secteur privé à emboiter le pas avec des initiatives similaires.

Mesdames et messieurs,

Comme vous le savez, j’ai été nommé ministre avec le portefeuille de l’Environnement, de la gestion des déchets et du changement climatique depuis 2 mois à peine. Dès le départ, j’ai voulu adopter une politique d’ouverture, avec la participation de divers partenaires économiques et sociales et aussi du grand public. Dans ce contexte, vous n’êtes pas sans savoir qu’en décembre dernier mon ministère a organisé des Assises de L’Environnement. Cet exercice nous a permis d’obtenir une série de propositions sur des thèmes majeurs tels que la pollution, la gestion des déchets, le changement climatique et l’urbanisation, entre autre.

Cet exercice va déboucher sur l’élaboration d’un plan directeur décennal qui soulignera nos besoins en termes de gouvernance, du renforcement de nos cadres administratifs et légales, ainsi que la préparation d’une stratégie nationale et l’identification d’une série d’actions concrètes.

Je souhaite également développer un nouvel élan de collaboration avec les partenaires du secteur privé, car je suis convaincu que le succès de nos actions dépendra d’une synergie saine et efficace autour des thématiques importantes, telles que l’environnement, le développement durable et le changement climatique.

Mesdames et messieurs,

Comme vous le savez, nous avons atteint un point déterminant concernant le processus des négociations sur le changement climatique. Depuis l’adoption de l’Accord de Paris, tous les pays membres de la *Conférence Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique* s’attèlent à mettre en pratique les objectifs de réduction de gaz à effet de serre, afin de maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale au-dessous de 2 degré Celsius comparé aux niveaux préindustriels, tout en poursuivant les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5 degré Celsius d'ici la fin de ce siècle.

Cette année marquera une étape importante dans le calendrier de la mise en œuvre de l’Accord de Paris. Le pays membres de la Convention ont, tant bien que mal, pu finaliser les grandes lignes des procédures de la mise en œuvre de cet Accord. Ils devront cette année revoir leurs objectifs de réduction d’émission de gaz à effet de serre à travers leurs Contributions Déterminées au niveau Nationales (CDN). Cette étape permettra à chaque pays de faire le bilan de leurs efforts d’atténuation et d’adaptation au changement climatique, mais surtout ils devront rehausser leurs objectifs de réduction d’émission de gaz à effet de serre.

Maurice sera également de la partie. Nous sommes en train de finaliser les procédures pour qu’une équipe d’expert, mobilisée par l’Agence Française de Développement, puisse faire une évaluation technique de la situation en terme d’émissions et aussi de revoir nos objectifs de réduction d’émission après consultation avec tous les partenaires des secteurs concernés notamment celui de l’énergie.

Je voudrais citer le rapport des Nations Unies sur l’écart des émissions aussi connu comme le ‘*Emission Gap report 2019*’. Ce rapport souligne que les émissions globales ont augmentés de 1,5 pourcent chaque année durant la dernière décennie. A l’horizon 2030, les émissions devront être réduites de 55% pourcent par rapport au taux mondial de 2018 pour limiter la hausse de la température mondiale à 1,5 degré Celsius. Cela démontre que nous sommes très loin de l’objectif globale et que des mesures plus ambitieux seront nécessaires de la part des pays développés.

D’ailleurs, selon ce rapport, parmi les pays du G20 qui contribuent près de 80 pourcent des émissions mondiales de gaz à effet de serre, 7 d’entre eux ne seront même pas capable d’atteindre leurs objectifs initiaux de réduction d’émission d’ici l’an 2030. Par contre, près de 140 pays en voie de développement qui ont pour objectif d’atteindre la neutralité carbone, eux ne contribuent que seulement 20 pourcent des émissions globale. Ceci dit, les pays en voie de développement doivent maintenir leurs efforts et donner l’exemple au pays développés.

En ce qui nous concerne, malgré nos ressources limitées et le fait que notre priorité, en tant que Petit Etat insulaire, reste l’adaptation au changement climatique. Même si nous ne sommes pas un gros émetteur de gaz à effet de serre, avec une contribution globale que de 0.01%, nous sommes déterminés à jouer pleinement notre rôle pour contribuer à l’effort mondiale pour combattre le changement climatique et honorer nos engagements de réduction de gaz à effet de serre. D’ailleurs je voudrai vous rappeler, que le gouvernement a pris l’engagement dans son discours programme d’accélérer le développement des énergies renouvelables pour atteindre 35 % en 2025 et 40 % en 2030, respectivement.

Nous donnons l’importance qui se doit au changement climatique. Le gouvernement a d’ailleurs déjà annoncé une série de mesures dans les secteurs tels que l’eau, la gestion des régions côtières, l’agriculture, la biodiversité, et également le transport, l’infrastructure et la gestion des déchets, entre autres, pour renforcer la résilience contre le changement climatique et promouvoir le développement durable à tous les niveau. Parmi les mesures phares qui ont été annoncés dans le discours programme, on peut retrouver également la promotion de gaz naturel liquéfié pour la production de l’électricité, la création de 3 forets endémiques, la protection de nos ressources marines et l’élaboration d’un nouveau cadre législatif pour le changement climatique, entre autre.

Je suis convaincu que tous ces objectifs ne pourront pas être atteints sans la collaboration de tout un chacun, notamment la société civile dans son ensemble, le secteur privé et le monde associatif.

Je voudrais aussi vous inviter à vous inspirer du concept de *‘Green Swan’* qui intègre la notion du changement climatique dans les modèles macroéconomique, car la stabilité du secteur financier et bancaire est aussi à risque des conséquences de ce phénomène. Le secteur financier a aussi un rôle primordial à jouer, notamment le secteur bancaire qui peut soutenir l’investissement dans les projets de développement durable, ou encore promouvoir la baisse de l’empreinte carbone des actifs financiers et l’investissement dans les *obligations verts* aussi connu comme les *‘Green Bonds’*, par exemple.

Mesdames et messieurs,

Pour conclure, je souhaite réitérer mes félicitations à la MCB pour cette belle initiative. Je vous invite à consolider le partenariat avec le gouvernement pour avancer vers une transition écologique et durable. Pour terminer, je voudrai citer Winston Churchill, je cite : *‘Mieux vaut prendre le changement par la main avant qu'il ne nous prenne par la gorge,’* fin de citation.

Je vous remercie pour votre aimable attention.

K.R.